

FORUM ORIGINE, DIVERSITE ET TERRITOIRES 2020

APPEL A CONTRIBUTIONS

Délai de soumission : 8 juin 2020

Les organisateurs du Forum Origine, Diversité et Territoires invitent les chercheurs, experts, étudiants et professionnels à partager leurs expériences, recherches ou les résultats d'expériences participatives dans les territoires en soumettant leur contribution en relation avec le thème principal de l'édition de cette année.

THEME

TRANSFORMER LES SYSTEMES ALIMENTAIRES LOCALISES PAR LA CONSOMMATION ET LA PRODUCTION DURABLES

LIEU - BIOVALLEE (CREST, DROME, FRANCE) – TURIN AU SALON DU GOUT TERRA MADRE (EN OPTION)

Le contexte particulier de cette année 2020 a pour conséquence logistique un format élargi du Forum. En parallèle à un événement sur place permettant la rencontre physique de certains participants, l'ensemble des conférences, contributions et visites seront entièrement retransmises en visioconférence sur le site internet du Forum pour tous les participants dans l'incapacité de rejoindre physiquement la Biovallée.

L'événement virtuel et l'événement physique seront simultanés et disponibles en 3 langues (français, anglais et espagnol).

Si vous êtes intéressé à soumettre votre contribution, veuillez suivre le lien suivant

[Inscription et dépôt de contribution](#)

Le Forum « Origine, Diversité et Territoires » (www.origin-for-sustainability.org) est une plateforme internationale sur les interactions entre les diversités culturelles et biologiques et la valorisation territoriale durable des produits et services dont la qualité est liée à l'origine.

L'objectif du Forum est de faciliter les échanges d'expériences et de connaissances entre un large éventail d'acteurs internationaux, tous engagés dans de nouvelles façons de penser et de faire du

développement, où l'identité, l'origine, la qualité et les diversités locales sont considérés en tant que catalyseurs de dynamiques inclusives de développement local et territorial.

INTRODUCTION THEMATIQUE

La consommation et la production durables, portés par les acteurs des territoires ruraux, sont des leviers à mobiliser pour la transformation des systèmes alimentaires vers la durabilité. La mondialisation des échanges impacte en profondeur les systèmes alimentaires et soulève des limites environnementales et sociales du système alimentaire global : pertes de biodiversité, appauvrissement des sols arables, pollutions des eaux, pollution de l'air par émissions de gaz à effet de serre, malnutrition et insécurité alimentaire, accentuation des inégalités, injustice alimentaire, désertification de zones rurales et concentration urbaine galopante¹.

Ces tendances lourdes mettent les agricultures du monde face au défi du changement. Celui-ci peut suivre des trajectoires diverses : incrémentale ou radicale, de rupture ou d'ajustement progressif. Pour explorer des voies de transformations viables, les agricultures du monde sont engagées dans des initiatives qui portent des espoirs et des incertitudes. Les changements nécessaires entraînent la chaîne agroalimentaire et tous les acteurs qui l'influencent, la soutiennent et la gouvernent. Le changement de tous est nécessaire, pour changer les fondements de la logique actuelle selon laquelle, en tant que simples maillons, les agriculteurs sont poussés à l'uniformisation des pratiques et des solutions. En effet, les marchés globalisés de produits agricoles non transformés fonctionnent sur le modèle des avantages comparatifs pour des produits dont l'équivalence est la clef. Comme le prix est déterminé au niveau de la mise en marché et pas en amont au niveau de la production, les standards servent d'étalon pour tous les échanges commerciaux, tirant les prix vers le bas. Les politiques agricoles se sont calées sur cette logique de l'uniformisation des pratiques d'approvisionnement, provoquant des impacts négatifs sur les diversités biologique et culturelle. Pour évoluer vers la durabilité, les pratiques de production et de consommation doivent changer en profondeur, ce qui interroge les circuits, les statuts, les politiques et les relations multiples qui se nouent entre acteurs et produits, au cœur des systèmes alimentaires.

La transformation des systèmes alimentaires par la consommation et la production responsable est le douzième des 17 objectifs de développement durable formulés par l'organisation mondiale des Nations-Unies en 2015. Nourrir l'humanité en réduisant la pression anthropique sur les ressources naturelles en adoptant des régimes alimentaires sains et durables et en mettant en place des pratiques agroécologiques qui renforcent les services écosystémiques : ce sont des voies de réalisation de l'objectif 12 qui se fonde sur **la consommation et la production responsables**.

Ce travail d'évaluation et le passage à l'action sont au cœur de **réflexions conjointes** à mener entre les consommateurs, les producteurs et tous les acteurs du système alimentaire. C'est l'exploration de chemins qui permettent d'y parvenir que vous propose le Forum ODT en 2020. **Au cœur d'un projet de territoire exemplaire en France, la Biovallée**, le Forum offre une configuration unique et propice au dialogue. Depuis plus de 20 ans, au cœur de la Drôme, les élus discutent de manière prospective et agissent de manière participative autour de la durabilité territoriale. Le projet de la « Biovallée » est en effet porté par les collectivités territoriales en accompagnement d'initiatives d'acteurs du territoire. Le Forum ODT ira explorer les résultats visibles de la transformation écologique et sociale en Biovallée.

¹ IPCC, 2019: Summary for Policymakers. In: Climate Change and Land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems [P.R. Shukla, J. Skea, E. Calvo Buendia, V. Masson-Delmotte, H.- O. Pörtner, D. C. Roberts, P. Zhai, R. Slade, S. Connors, R. van Diemen, M. Ferrat, E. Haughey, S. Luz, S. Neogi, M. Pathak, J. Petzold, J. Portugal Pereira, P. Vyas, E. Huntley, K. Kissick, M. Belkacemi, J. Malley, (eds.)]. In press.

L'idée de ce Forum est de nourrir les réflexions par des **visites et des rencontres avec les acteurs de ce territoire-laboratoire d'agroécologie vivante, réparties sur les 3 jours du Forum**. Au-delà de cette expérience humaine riche, le Forum ODT consiste en une plateforme unique de dialogue et de projets, pendant et au-delà des rencontres physiques. Le Forum est animé par des acteurs capables de transformer les systèmes alimentaires locaux autour d'initiatives locales, de nouvelles conceptions du changement et d'innovations radicales. Sur la base de nouvelles connaissances, le Forum permet de rassembler autour de nouveaux projets qui, associés en grappes, forment des alliances plus larges.

Le **concept de système alimentaire** est souvent défini et réfléchi au niveau global. Le Forum ODT prendra comme point d'ancrage Biovallée, un territoire situé au cœur des **territoires ruraux**, en tant que **lieu cristallisateur de la transformation globale**.

Le système agroalimentaire localisé est un concept établi et mobilisé par Muchnik et al. (2007)² depuis le milieu des années 90 dans un contexte de crise de la ruralité et de crise environnementale concomitante : « le milieu, les produits, les hommes, leurs institutions, leurs savoir-faire, leurs comportements alimentaires, leurs réseaux de relations, se combinent dans un territoire pour produire une forme d'organisation agroalimentaire à une échelle spatiale donnée ». Les conférences introductives permettront de poser ce cadre conceptuel en éclairant les notions de système alimentaire localisé et de « consommation et production responsables » :

- Consommation et production responsables comme levier de systèmes alimentaires localisés durables : une réflexion sur l'ODD 12 dans les territoires à l'exemple de la Drôme - **Sabine Girard (INRAE), Pierre-Antoine Landel (Université de Grenoble)**
- Systèmes alimentaires localisés et le défi de la durabilité des territoires- **Javier Sanz (Conseil espagnol de la recherche, CSIC), François Casabianca (INRAE), Claire Cerdan (CIRAD)**
- Consommation touristique responsable et durable, retour sur les Journées de Chefchaouen - **Florence Arsonneau (FiBL et D&D) et Guillén Calvo (D&D Diversité et Développement)**

Déroulement prévisionnel

Lundi 5 octobre	Mardi 6 octobre	Mercredi 7 octobre
Accueil et allocutions de bienvenue	Travail en ateliers parallèles (2 sessions 2 x 1h30)	Travail en ateliers parallèles (2 sessions 2 x 1h30)
Conférences introductives en plénière	Visites par atelier	Plateforme TAB à Etoile-sur-Rhône (Plateformes des Techniques Alternatives et Biologiques)
Visites par atelier	Apéritif dînatoire	Session de clôture avec restitution des travaux en ateliers

2 Muchnik J., Requier-Desjardins D., Sautier D., Touzard J.M. 2007. Economies et Sociétés (29) : p. 1465-1484

ATELIER 1 : CONSOMMATION RESPONSABLE

Coordinateurs: Maurizio Canavari, Claire Cerdan, Claire Lamine, Dominique Paturel, Ivana Radic

CADRE ET OBJECTIFS

Et si l'on se mettait à la consommation responsable ? De plus en plus de citoyens tentent de modifier leurs habitudes d'achat et leurs pratiques de consommation. Ces nouvelles tendances ne concernent plus seulement les consommateurs engagés ou les plus militants. Elles sont observées dans les différentes catégories socioprofessionnelles (classes sociales), en milieu urbain mais aussi en milieu rural. Les enjeux sont aujourd'hui largement partagés. Il s'agit de réduire la pression anthropique sur les ressources naturelles, tenir compte des enjeux écologiques, du changement climatique en adoptant des régimes alimentaires sains et durables. Les motivations sont nombreuses et diverses. Si pour certains la motivation est d'abord financière, pour les autres (sans doute les plus aisés) la motivation est éthique, environnementale ou sociale. Les tendances relevées par les observatoires de la consommation et des territoires mettent en évidence des pratiques nouvelles : le recours aux matériels d'occasion, la chasse aux gaspillages et aux emballages, le fait maison ou le « *do it yourself* ». Le monde de l'alimentation est aussi traversé par ces tendances. Les objectifs des consommateurs sont par exemple de s'approvisionner le plus possible en produits frais, peu transformés, en produits de saison, bio, peu emballés et si possible de recourir aux circuits courts. Ces pratiques sont souvent qualifiées de consommation durable. Elle contribue à mieux acheter (privilégier des produits plus écologiques), mieux consommer (moins gaspiller, éviter les pertes) et mieux jeter (recycler une partie des déchets). La consommation responsable est une notion plus large qui engage le concept de responsabilité. Cette responsabilité concerne plusieurs domaines (environnemental, social, économique, sanitaire, bien être des consommateurs, des producteurs, des animaux et des plantes).

La consommation responsable renvoie également au droit à l'alimentation, c'est à dire droit fondamental d'avoir un accès régulier, permanent et libre à une nourriture en quantité et en qualité adéquate. Cette définition issue du sommet de l'alimentation offre une opportunité pour les gouvernements ou les sociétés civiles à s'en emparer et à repenser les modalités de distribution et de justice alimentaire. Plusieurs pays ont ainsi inscrit ce droit dans leurs constitutions ou leur propriété nationale pour légitimer des programmes d'action autour de la production et l'alimentation. Dans d'autres pays, ce sont la société civile qui s'en empare pour revendiquer ou dénoncer des modèles alimentaires.

L'objectif de cet atelier est de s'interroger sur cette notion de responsabilité et la façon dont elle peut être mise en œuvre et soutenues dans nos territoires ruraux et dans nos villes.

Qui est responsable ? Sur quoi porte cette responsabilité ? comment juge-t-on cette responsabilité ? Avec quelles informations ? A quelle échelle doit-elle être traitée ? Comment devient-on un consommateur responsable ? Quels sont les dispositifs et les lieux d'apprentissage et d'éducation ? Quel est le rôle des écoles, des cantines ? Quel est le rôle des collectivités territoriales et de la société civile ? Quels leviers d'action sont mobilisables ? Quels sont les effets et les conséquences sur les territoires ? Quels impacts de l'évolution des régimes alimentaires ?

Une crise nouvelle soudaine s'invite à notre atelier. Sans précédent, la crise sanitaire du COVID 19 vient bousculer nos certitudes et nos modèles. L'Atelier sera l'occasion de remettre nos réflexions et nos résultats de recherche ou d'expérience en perspective



La crise sanitaire vient-elle remettre en cause ou renforcer des tendances autour de la consommation responsable ? Quelles mesures de court terme cette crise à impulser ? Dans quelle mesure, cette crise va impacter les systèmes agri-alimentaires sur le long terme ?

STRUCTURE ET METHODES

Session 1 : Jeu de rôle et discussion entre les participants. La discussion pourrait être axée sur : Quelles sont les principales actions et questions de recherche que nous pouvons identifier concernant les résultats du jeu de rôle ? (Leader de cette session : Dominique Paturel et l'association "Légumes pour tous").

Session 2 : Session du projet *Smartchain* : poster de la session avec les contributions des participants au projet *Smartchain* et les contributions de l'appel (chef de file du projet *Smartchain* avec Maurizio Canavari).

Session 3 : Présentation des contributions de l'appel (présentations des posters) (leaders Claire Lamine, Ivana Radic et Claire Cerdan).

Session 4 : Panel de discussion (leaders Maurizio Canavari, Claire Cerdan et Ivana Radic). Cette session nous aidera à élaborer la synthèse que nous sommes censés présenter en session plénière à la fin du forum.

ATELIER 2 : SYSTEME ALIMENTAIRES LOCALISES : QUELS ENJEUX DE GOUVERNANCES TERRITORIALES ?

Politiques & territoires. Acteurs & société civile. Outils & Instruments³.

Coordinateurs : Théodosia Anthoupoulou, Claire Bernard, Gaëlle Bigler, Marcelo Champredonde, Dimitris Goussios, François Lerin

CADRE ET OBJECTIFS

Les territoires des « systèmes alimentaires localisés » sont de nature très différente en fonction de leurs localisations géographique/écologique, de leurs dimensions, de leurs spécialisations productives et leurs densités (urbain/rural/péri-urbain), mais aussi des niveaux économiques des populations concernées, de la nature des modes de consommation, etc. Ils concernent (ou non) des entités d'administration territoriales allant du niveau d'un petit territoire à des espaces plus grands (municipalité, cantons, régions, etc.). Ils sont aussi insérés dans des territoires plus ou moins vastes d'échanges et de production et dans des réseaux ou des dispositifs globaux ou déterritorialisés. Ainsi, la question de la transformation des systèmes alimentaires localisés vers plus de durabilité se pose à chaque fois de manière différente, dans des termes spécifiques et selon des modalités d'évolution propres à ces différentes situations, conjonctures et dynamiques.

Cet atelier se propose de mettre en discussion des expériences et des analyses qui témoignent de cette diversité mais aussi de mieux comprendre les enjeux de gouvernance dans cette multiplicité d'expériences et de démarches. Pour ce faire, nous suggérons d'aborder cet ensemble de questions posées par transition des systèmes alimentaire à la gouvernance territoriale, sous trois angles : (i) Territoires et échelles d'insertion (ii) Politiques, stratégies et acteurs (iii) Instruments et outils.

THÈMES ABORDÉS

1/ Territoires et échelles d'insertion : la reterritorialisation des systèmes alimentaires (notamment par le rapprochement du consommateur et du producteur) est une option majeure de leur transition vers plus de durabilité. Mais les territoires sont eux-mêmes insérés dans des espaces plus vastes dans lesquelles différentes formes d'agriculture ou de consommation coexistent.

- Quels projets de reterritorialisations de la consommation et de la production agricole, et à quels échelles les penser ? Quelles dynamiques de relocalisation de certains segments des systèmes alimentaires ?
- Quelles articulations sont possibles entre les logiques de développement sectoriel agricole et de développement territorial des systèmes alimentaires ?
- Quel effet d'entraînement d'initiatives locales sur les systèmes alimentaires plus globaux ?

³ Cet atelier est la fusion de deux ateliers initialement prévus « Gouvernance territoriale des transformations » (n°2) et « Rôle prescripteur des villes et des collectivités territoriales » (n°6). A la suite de la pandémie de Covid19 et compte tenu du fait qu'une partie au moins des sessions seront virtuelles il a été décidé de réduire le nombre des ateliers.



2/ Politique, stratégies et acteurs : toute gouvernance transformationnelle suppose que des acteurs prennent en charge l'option stratégique de la durabilité et la portent à travers différents processus politiques (choix publics nationaux, politiques locales, stratégies pluriannuelles, etc.). Que nous apprend alors la restitution de ces processus politiques à l'œuvre (stratégies, mise à l'agenda politique, enrôlement, etc.) ? Quelles nouvelles figures d'acteur émergent, et quels rôles endossent-ils ? Comment assurer les enjeux de durabilité environnementale et d'équité/justice alimentaire ?

- Quelles stratégies de conception et de mise à l'agenda ? Quelles formes d'enrôlements sont alors produites ? Jusqu'à quel point une conscience des consommateurs-citoyens responsables peut constituer une dynamique politique de changement ? Comment peut-elle être organisée, structurée ? Dans quels processus de participation ?
- Quelles nouvelles figures d'acteurs émergents pour prendre en charge la durabilité des systèmes alimentaires : consommateurs-citoyens, citoyens engagés, producteurs responsables, médiateurs territoriaux, « courtiers » de tout type, etc. ? Quel sont leurs rôles et influences sur les processus de gouvernances territoriales ?
- Comment prendre en compte les populations urbaines et rurales pauvres, qui ont des difficultés d'accès à la consommation Bio et Locale ? Comment la justice alimentaire se problématise et trouve des réponses politiques ?

3/ Instruments et outils : de nombreux instruments sont mobilisés au service de cette gouvernance territoriale, pour mettre en relation le consommateur et le producteur et réinsérer les pratiques de consommation et de production dans leur territoire : outils réglementaires, informationnels, organisationnels (*clusters*, *agroHub*, etc.) instruments économiques (PES, subventions, etc.), outils d'aménagement du territoire (planification), innovations et plateformes technologiques. Quels bilans peut-on tirer de ces expérimentations ? Quels effets et impacts ont ces outils ? Quelles sont leurs limites ?

- Quels instruments et innovations sont mobilisés et efficaces pour inciter à des formes plus durables de production alimentaire (production ET transformation) ?
- Quelles innovations et nouvelles plateformes technologiques se mettent au service de nouvelles formes de consommation ? Comment rendre ces innovations plus inclusives ?
- Peut-on évaluer la portée transformatrice de ces instruments ?

Nous proposons ici, de porter une attention particulière à la commande publique, qui est un levier important de transition des systèmes alimentaires, utilisés par les collectivités territoriales.

- Quels obstacles - mais aussi quels leviers d'action - pour la commande publique et les collectivités locales ? Dans quelle mesure la peuvent-elles favoriser les systèmes agroalimentaires locaux et l'agriculture familiale ?
- Quels bilans peut-on tirer des projets alimentaires territoriaux: quelles trajectoires et par quels biais ont-ils réussi? (e.g. food miles, climat, souveraineté alimentaire, santé..) ? Quelles bonnes pratiques? Quels impacts transformationnels dans les communautés locales? Quelles leçons à tirer?

ATELIER 3 : LABELLISATION ET RESPONSABILISATION DES CONSOMMATEURS ET DES PRODUCTEURS LOCAUX

Coordinateurs: Olivier Beucherie, François Casabianca, Florence Tartanac, Emilie Vandecandelaere

CADRE ET OBJECTIFS

THEMES ABORDES

La transformation des systèmes alimentaires par la consommation et la production responsable est le cœur de l'objectif 12 dans la stratégie des Objectifs de Développement Durable (ODD). Notre atelier vise à explorer les différentes manières dont les acteurs locaux s'organisent pour apporter des garanties aux consommateurs de proximité sur leur prise en compte des ODD et les conséquences de ces garanties dans les sphères de production et de consommation ainsi que dans les processus de développement local. Tout d'abord, il est important pour notre atelier de nous représenter i) la diversité de modalités de labellisation portées par les différents acteurs des territoires (engagements spécifiques de chaque modalité) et ii) la diversité des types de consommateurs supposés porteurs d'attentes en matière de responsabilité (susceptibles d'être satisfaites par ces labels). Le foisonnement d'initiatives identifiées apporte un matériau d'analyse très riche pour lequel il est attendu de la part des contributeurs au Forum une capacité à explorer de façon systématique et organisée, le champ ainsi ouvert. La question des valeurs associées aux labels et autres normes volontaires de durabilité (voluntary sustainability standards - VSS- en anglais) devient centrale dans cette rencontre entre une intention (les engagements) qui les rend visibles et une attente (les responsabilisations) qui les valide par un acte d'achat. Enfin, nous aurons à nous interroger sur le rôle de ces labels dans les dynamiques de développement des territoires concernés et leurs effets sur les processus de transformation à l'œuvre dans ces territoires.

Concernant les normes volontaires de durabilité, elles montrent une forte dispersion depuis les signes d'origine qui relèvent des signes officiels garantis par la puissance publique jusqu'à des formes récentes d'engagements innovants comme « Bee-friendly ». On dispose d'une **large palette d'outils** mobilisables avec des procédures et des contraintes très variables. Citons les indications géographiques, les Produits de Montagne, le commerce équitable, l'agriculture biologique, les marques des Parcs naturels, les marques collectives territoriales portées par les collectivités territoriales ou par des acteurs économiques. Mais on peut également ajouter des engagements environnementaux tels que la certification Haute Valeur Environnementale qui va porter sur les unités de production. Certains de ces outils de labellisation peuvent être couplés entre eux, ce qui multiplie encore les situations possibles et il sera utile de repérer ces **formes de couplage** et leurs significations. Parmi les outils susceptibles de couplage, le label « Agriculture Biologique » joue un rôle particulier dans la mesure où sa mobilisation par des acteurs locaux

organisés engendre une **tension de territorialisation** alors que ce signe est, par construction, a-territorial. Par ailleurs, les modalités par lesquelles les **garanties** sont apportées (rôle des organismes certificateurs, systèmes participatifs de garantie) varient également de façon forte et peuvent constituer, à eux seuls, une nouvelle source de diversité observable.

Chacune de ces normes volontaires de durabilité a pour objectif de formaliser un engagement particulier qui peut entrer dans l'objectif 12 des ODD. On peut alors parler de « **promesse** » (au sens de Le Velly, 2017) que les opérateurs engagés dans ces signes portent pour dialoguer avec les consommateurs qu'ils visent. Certains éléments représentent des enjeux largement reconnus comme cruciaux dans cette stratégie. Par exemple, la biodiversité sauvage et domestique est souvent mise en exergue dans les promesses. L'absence d'intrants (OGM, pesticides...) est une forme classique d'engagement apporté. Il sera pertinent d'analyser quelles sont les **ressources** des territoires qui se retrouvent ainsi convoquées à travers la construction des promesses pour les diverses normes volontaires.

Notre réflexion devra porter sur les **valeurs** (worth) inscrites dans les promesses et leur partage par des consommateurs impliqués dans un processus de responsabilisation. Les diverses attentes de ces consommateurs responsables pourront faire l'objet de formes de caractérisation dans leurs évolutions générationnelles et culturelles. De plus, on pourra inclure, dans cette approche de la sphère de consommation, i) les consommateurs-citoyens résidents du territoire de provenance des productions labellisées avec leurs réseaux d'achat et leurs formes d'organisation propres, mais aussi ii) les touristes qui s'efforcent d'assumer des responsabilités en cours de visite dans des territoires où ils viennent chercher ces valeurs. Concernant les consommateurs résidents, il sera important d'identifier des initiatives visant à modifier ou ré-organiser les actes productifs dans une optique remontante depuis la sphère de consommation vers les opérateurs de production-transformation-distribution. Dans quelle mesure ces consommateurs responsabilisés et organisés deviennent une force de transformation des secteurs productifs. Concernant les touristes, on pourra s'interroger, un peu dans une logique de « paniers de biens et de services », sur l'attractivité des territoires et les effets de rente ouverts par la multiplication localisée des labels positionnés dans cet objectif des ODD.

Enfin, ces efforts de « valuation » seront interrogés dans leurs effets de **transformation des territoires** où ils sont activés. Les réseaux et les formes d'organisation collective constituent la trame de mises en dynamique des acteurs (producteurs et consommateurs) locaux. On cherchera à mettre en évidence, derrière chaque norme volontaire, les processus de différenciation des systèmes, des ressources et des marchés induits par les labels. Et on analysera dans quelle mesure ces changements sont de nature à nourrir l'objectif 12 des ODD. On pourra aussi questionner la place de ces produits labellisés dans des situations de crise comme celle de la covid-19.

ATELIER 4 : ROLES DES INTERMEDIAIRES MARCHANDS ET DES ACTEURS DE LA TRANSFORMATION AGROALIMENTAIRE

Coordinateurs: Dominique Barjolle, Claire Delfosse, Luca Piccin

CADRE ET OBJECTIFS

Les territoires ruraux sont confrontés à des tendances lourdes, que les politiques de rééquilibrage, quand elles existent, n'ont pas toujours réussi à inverser. L'exode rural et le vieillissement de la population se poursuivent dans les pays du Sud. Ils sont les symptômes de l'attractivité des villes en termes d'emploi et de mode de vie pour les jeunes en particulier. Ils sont aussi associés au manque d'accès aux services de base, tels que les soins et l'éducation. L'agriculture elle-même pâtit souvent d'une image négative. Si dans les pays du Nord, la plupart des territoires ruraux regagnent des habitants et ont des activités diversifiées, il reste qu'un certain nombre de problèmes perdurent en termes d'accès aux services notamment, mais aussi d'emplois permanents.

La globalisation des échanges a des conséquences souvent dévastatrices pour les possibilités d'emplois localisés dans les territoires. Le tissu agricole joue un rôle important dans la stabilisation des emplois, et avec lui, la localisation des artisans et petites et moyennes entreprises de services aux agriculteurs, mais aussi de collecte, stockage des produits agricoles et première transformation. La fabrication de produits alimentaires, leur distribution et leur vente, y compris locale, contribuent au maintien d'emplois directs dans les territoires. La diversification de l'économie agricole et de transformation, voire de consommation locale (par les habitants permanents ou non) amplifie l'effet sur l'emploi. Les emplois indirects générés par des emplois agricoles et agroalimentaires localisés ont aussi un effet fort sur la vitalité sociale et économique des territoires.

Dans la transition des systèmes alimentaires vers la durabilité, les aspects économiques et sociaux jouent un rôle pivot très important, sans lequel la durabilité environnementale est beaucoup plus difficile à construire avec les acteurs des territoires. C'est à ce carrefour des interactions entre ces éléments-clés de la construction collective des points d'appui de la durabilité des territoires que l'atelier abordera le rôle spécifique des intermédiaires marchands et de la partie aval de la chaîne de valeur agroalimentaire.

L'atelier attend des contributions de deux natures.

La première attente consiste en des apports sur le rôle, la caractérisation et les initiatives des intermédiaires marchands, des artisans et des PME, des commerces locaux et ambulants ainsi que des formes nouvelles et alternatives de transformation et de vente, en tant que moteurs des dynamiques sociales et économiques des territoires ruraux.

La seconde attente est de présenter et discuter les effets de la crise sanitaire actuelle sur les acteurs intermédiaires de la chaîne de valeur agroalimentaire dans les territoires ruraux, et plus particulièrement d'identifier les évolutions conjoncturelles nouvelles qui rejoignent et consolident des tendances qui émergeaient avant la crise, et les accélèrent, comme une réponse globale qui consolide une résilience nouvelle et capable de contribuer à une durabilité plus forte.



EN RESUMÉ

ORGANISATEURS

- Origin for Sustainability: www.origin-for-sustainability.org
- Communauté de Communes du Val de Drôme (CCVD)

COMITE SCIENTIFIQUE

Dominique Barjolle (Université de Lausanne), Olivier Beucherie (Beucherie Conseil), François Casabianca (INRAE), Claire Cerdan, Marcelo Champredonde (INTA, Argentine), Jean-Louis Le Guerroué (Université de Braxilia), Philippe Mongondry (Ecole supérieure d'Agricultures d'Angers), Florence Tartanac (FAO)

COMITE D'ORGANISATION

Margarida Ataïde, Dominique Barjolle, Marco Trentin, Hugues Vernier



Origine
Diversité
Territoires



Objectif de Développement Durable 12 -
Consommation et production durables



Organisateurs



Origin
Diversity
Territories



With the support of



Co-organisateurs



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



UNIL | Université de Lausanne



Association internationale pour le développement de l'agroenvironnement



VetAgro Sup



Panteion University
of Social and Political Sciences



Sponsors



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Federal Department of Economic Affairs,
Education and Research EAER
Federal Office for Agriculture FOAG

